

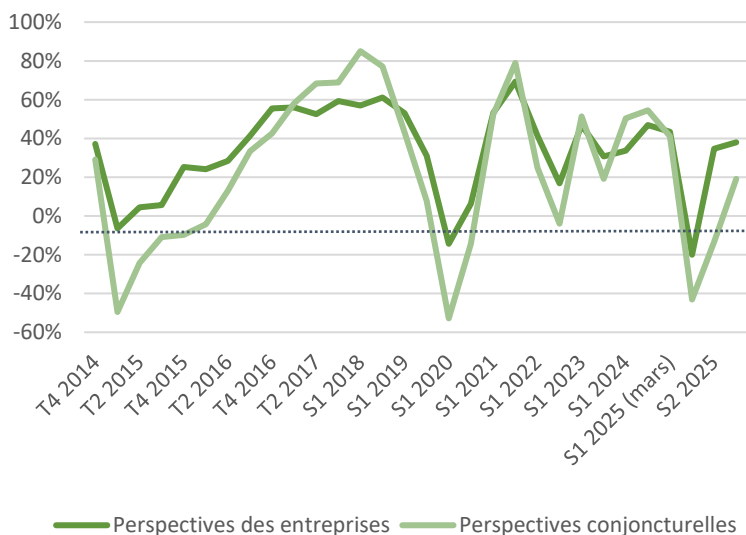
Communiqué de presse

Zurich, le 30 avril 2026

Près de la moitié des CFO suisses prévoient une baisse des dépenses salariales – les investissements sont consacrés à l'IA et aux pays étrangers

En dépit des tensions géopolitiques et des barrières commerciales, les responsables financiers suisses se montrent – et c'est une surprise – plus optimistes qu'il y a un an. Quasiment 50% des CFO prévoient une baisse des dépenses salariales à moyen terme en raison de l'utilisation de l'intelligence artificielle. Par ailleurs, la hausse des prix de l'énergie et des matières premières soumet les entreprises à une pression croissante. [C'est ce que révèle la dernière enquête de Deloitte Suisse menée auprès des CFO.](#)

Malgré le conflit iranien et les incertitudes géopolitiques persistantes, les prévisions conjoncturelles s'améliorent pour les entreprises suisses : 38% des 126 CFO interrogés prévoient en effet une évolution conjoncturelle positive pendant les douze prochains mois en Suisse, alors que 19% s'attendent à une évolution négative. C'est ce que révèle la dernière enquête menée auprès des CFO par le cabinet d'audit et de conseil Deloitte Suisse. L'enquête a été réalisée après le début de la guerre en Iran. « Toutefois, un conflit qui perdurerait au Proche et au Moyen-Orient, avec son lot de répercussions sur les prix de l'énergie et des matières premières ainsi que sur la logistique des marchandises, pourrait remettre rapidement en cause les prévisions optimistes des responsables financiers suisses », explique Michael Grampp, économiste en chef chez Deloitte.



Les responsables financiers font état de prévisions conjoncturelles très contrastées concernant leurs principaux partenaires commerciaux. S'agissant de la Chine, ces prévisions restent majoritairement optimistes (44% positives / 21% négatives), notamment en raison des espoirs suscités par les nouvelles technologies. Les perspectives pour les États-Unis restent marquées par un certain scepticisme (32% positives / 36% négatives), mais elles se sont améliorées au printemps 2025 après le choc douanier. En revanche, les perspectives restent extrêmement moroses pour l'Allemagne (13% positives / 53% négatives).

Illustration 1: Prévisions conjoncturelles des CFO pour la Suisse et perspectives commerciales pour leur propre entreprise au cours des douze prochains mois. Le graphique ne présente pas des chiffres absolus, mais des soldes nets : mentions positives moins mentions négatives.

La hausse des prix expose les entreprises à une certaine pression

Concernant leur propre entreprise, plus de la moitié des CFO (57%) prévoient une évolution financière positive pendant les douze prochains mois. Seuls 19% s'attendant à une évolution

négative. S'agissant des marges, le bilan est en demi-teinte. Les entreprises tablent sur une hausse des marges pour les douze prochains mois, cet indicateur est de nouveau en hausse. Les CFO estiment néanmoins que l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières constitue un défi majeur (51%). Le facteur qui pèse le plus sur les marges demeure le franc suisse fort (68%), suivi par les frais de personnel (58%). En dépit de la force du franc, les prix d'achat plus élevés (47%) ont aussi un effet négatif sur les marges.

« Par rapport à des situations antérieures semblables, les entreprises suisses peuvent aujourd'hui un peu mieux répercuter la hausse des coûts sur leur clientèle. Cette situation pourrait être liée au fait que la hausse des droits de douane et des prix de l'énergie est largement connue et peut donc être plus facilement répercutée », explique Alexandre Buga, Associé Responsable Suisse Romande chez Deloitte Suisse. « Malgré tout, des gains d'efficacité opérationnelle à court terme et des adaptations structurelles sont nécessaires. »

Les entreprises suisses investissent, en particulier à l'étranger

Les coûts salariaux lourds se répercutent clairement sur la planification du personnel pour les douze prochains mois. Tandis qu'à peine un tiers des CFO (30%) s'attendent à des suppressions d'emplois en Suisse, 37% des CFO prévoient de telles suppressions à l'étranger. Par ailleurs, les CFO souhaitent en général investir plus à l'étranger (39%) qu'en Suisse (27%).

Comment les coûts des entreprises évolueront-ils en raison de l'utilisation de l'IA pendant les trois prochaines années ?

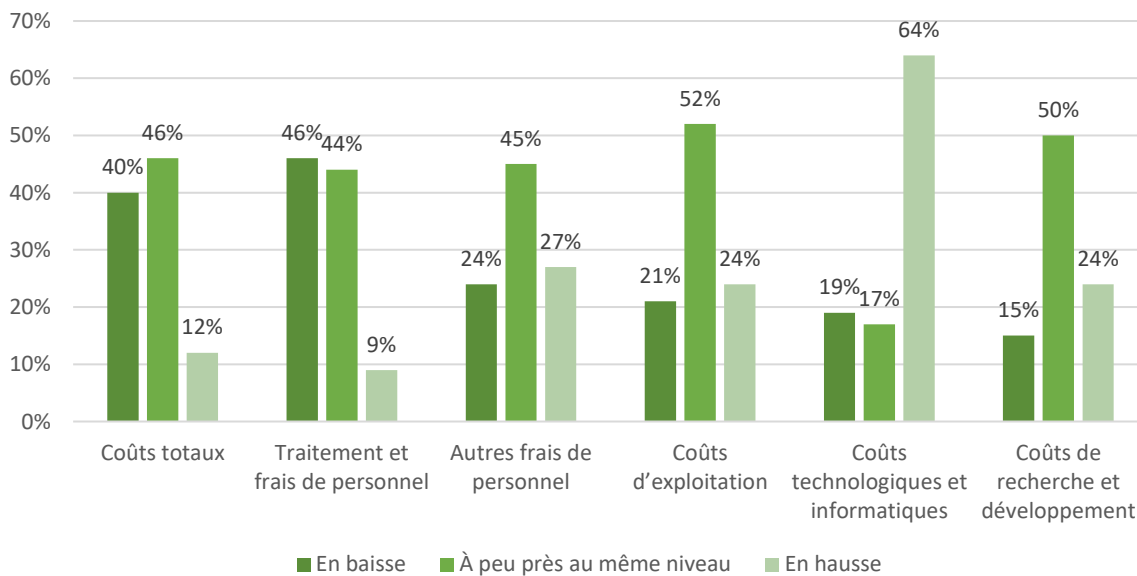


Illustration 2 : Prédiction de l'évolution des coûts courants des entreprises en raison de l'utilisation de l'IA pendant les trois prochaines années. La mention « Non pertinent » n'a pas été prise en compte pour ce graphique. Les valeurs indiquées ne totalisent donc pas 100%.

IA : des espoirs d'efficacité, mais des coûts informatiques considérables

Comme le révèlent les réponses des CFO, l'intelligence artificielle (IA) constituera un défi majeur pour le marché suisse de l'emploi : l'implémentation de l'IA dans les entreprises génère en effet également des coûts – près des deux tiers des personnes interrogées (64%) s'attendent à une augmentation des dépenses en matière de technologie et d'informatique.

En revanche, près de la moitié (46%) prévoit une baisse des coûts salariaux au cours des trois prochaines années grâce à l'utilisation de l'IA. 27% des CFO tablent toutefois sur la hausse des autres frais de personnel. Ces coûts sont par exemple liés aux investissements nécessaires pour la formation continue afin de former le personnel à l'utilisation de l'IA. Au total, 40% des CFO interrogés estiment que l'utilisation de l'IA dans leur entreprise entraînera une baisse des coûts au cours des trois prochaines années alors que 12% prévoient au contraire une hausse des coûts.

« Les investissements dans l'IA sont essentiels pour les entreprises suisses, mais leur coût est élevé. Les CFO tablent sur des coûts d'infrastructure informatique beaucoup plus élevés et s'attendent à une baisse des frais de personnel. Afin de rester compétitifs, ils doivent investir dans l'IA tout en tablant sur des gains d'efficacité. Les entreprises doivent donc prendre des décisions complexes, tant sur le plan stratégique qu'au niveau l'évolutions de leurs talents », souligne Alexandre Buga.

La place économique est sous pression

La place économique suisse est toujours sous pression. L'économiste en chef Michael Grampp explique : « Notre enquête révèle un paradoxe : les CFO sont certes plus optimistes qu'il y a un an et l'économie suisse reste très résiliente, mais les défis structurels se font vraiment sentir. L'économie a impérativement besoin de conditions-cadres plus attractives afin que les entreprises puissent bénéficier des ressources nécessaires à leurs investissements tout en freinant la fuite des emplois et des investissements à l'étranger. La pression sur l'emploi et sur la création de valeur en Suisse s'accroîtra si les conditions locales ne s'améliorent pas, si l'allègement administratif annoncé par le Conseil fédéral le 14 mai 2025 n'est pas appliqué comme il se doit, et si les réglementations existantes ne sont pas dûment contrôlées. »

À propos de l'étude

[La 51^e enquête menée par Deloitte auprès des CFO en Suisse](#) a été réalisée en ligne du 2 au 25 mars 2026. 126 CFO issus des principaux secteurs économiques et travaillant dans des entreprises cotées et non cotées y ont participé. L'enquête européenne auprès des CFO est menée dans plusieurs pays, dont la Suisse. Les résultats des enquêtes nationales sont agrégés et devraient être disponibles à partir du mois de mai.

Contact : Michael Wiget
Responsable Communication Externe
Tél. : +41 58 279 70 50
E-mail : mwiget@deloitte.ch

Contact : Kevin Capellini
Communication externe
Tél. : +41 58 279 59 74
E-mail : kcapellini@deloitte.ch

Deloitte Suisse

Deloitte offre des services intégrés en Audit & Assurance, Tax & Legal, Strategy, Risk & Transactions Advisory et Technology & Transformation. Nous associons notre vision et nos capacités d'innovation dans de multiples disciplines à notre connaissance du monde des affaires et de l'industrie pour accompagner nos clients dans leur trajectoire vers l'excellence, partout dans le monde. Avec environ 2'700 collaborateurs répartis sur les sites de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et à des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, opérant dans tous les secteurs d'activité.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte North and South Europe (NSE), société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL) qui emploie plus de 460'000 collaborateurs dans plus de 150 pays.

Note à la rédaction

Dans la présente information aux médias, la désignation Deloitte fait référence aux filiales suisses de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. DTTL et Deloitte NSE LLP ne fournissent pas elles-mêmes de services aux clients. Pour une description de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Les informations contenues dans cette information aux médias étaient correctes au moment de l'envoi.



© 2026 Deloitte SA